

Discour

Organisation des États Américains



**LUIGI R. EINAUDI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE
L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS
CONFÉRENCE DE PRESSE À L'AÉROPORT MAIS GATÉ
18 juin 2002 - Haiti**

 [Imprimez cette page](#)
 [Email cette page](#)

RÉFÉRENCE

[Communiqué de presse](#)
[Dernières nouvelles](#)
[Discours](#)
[Site da OEA](#)

Bon, je suis très heureux d'être avec vous ce matin, parce que je crois qu'en effet, nous sommes arrivés à un moment où le rôle d'une presse libre, celle d'être capable d'informer correctement est absolument essentiel. Franchement, je pars optimiste. Le ministre Hunt et moi-même, avec l'appui des ambassadeurs des pays amis, c'est-à-dire nous les étrangers, nous avons fait tout notre possible pour préparer le terrain pour la fin de la crise politique qui agite ce pays depuis trop longtemps.

Nous croyons que maintenant la décision et l'action passent par vous -- les Haïtiens. Je crois que la réunion face-à-face samedi entre le Président de la République, le gouvernement Fanmi Lavalas avec les représentants de la Convergence Démocratique, et avec la facilitation de Monseigneur Constant à la Nonciature, et après beaucoup de discussions dans lesquelles ont participé d'autres secteurs de la société civile, de l'Initiative de la Société Civile et autres intéressés a été très, très importante. Je vais informer demain vers midi le Conseil Permanent de l'OEA en session formelle. Mais, je crois que, ce qui est plus important c'est ce qui se passera dans ces prochains jours ici en Haïti. C'est au gouvernement de renforcer l'état de droit, d'en terminer dans certains cas évident d'impunités et en général, d'agir selon les règles du jeu qui ont été conjointement établies dans la résolution 806.

C'est à l'opposition d'assumer ses responsabilités de participation dans l'oeuvre nationale et d'aider à la conclusion de ces cas et du progrès essentiel pour permettre notre coopération commune.

C'est à la communauté internationale de les aider les deux, et de continuer spécialement à travers le renforcement de la mission spéciale de l'OEA et du CARICOM, à aider à créer de meilleures conditions pour le fonctionnement de l'Etat, de la sécurité et de la vie ici en Haïti.

Et je crois que le pas fondamental pour y arriver c'est la conclusion de l'accord initial qui a été en discussion, en négociation depuis plus d'un an, qui a été sujet de beaucoup de discussions et que maintenant, il est nécessaire de compléter la jouée (?....) pour pouvoir avancer vers le futur dont Haïti a besoin.

Je vous remercie et j'ajoute que je suis désolé franchement par le fait que l'Italie ait été éliminée de la coupe mais vous savez, on ne peut pas toujours avoir ce que l'on veut et je crois que, si qui se passe au football passe aussi dans la vie. Je crois que maintenant c'est un moment unique dans lequel il y a de vraies possibilités d'avancer et il ne faut pas les perdre.

Journaliste: Entre l'Italie et les Etats-Unis, il vous reste les Etats-Unis.

Luigi Einaudi: Oui, j'accorde. Je suis dans une position privilégiée. Merci je l'accepte.

Journaliste: Il reste aussi le Brésil

Luigi Einaudi: Et moi, je travaille pour le Brésil aussi. Vous savez à l'OEA, nous avons beaucoup. Je travaille pour Haiti, je travaille pour les Etats-Unis, le Canada, le Brésil, l'Argentine, le Vénézué. On a beaucoup de problèmes cette Amérique. C'est autre raison pour laquelle il faut avancer ici.

Journaliste: J'ai une question si vous permettez. Je suis Goudou Jean Numa de

Radio Métropole.

Luigi Einaudi : Merci de vous identifier.

Journaliste: Dans le projet d'accord initial, il y a un certain nombre de points que Lavalas et la Convergence ne s'étaient pas mis d'accord dessus, et vous savez que l'OEA a pris position sur ces points là en proposant à la Convergence de les accepter par exemple, sur la date des élections, sur la reconnaissance des élections du 26 novembre et autres.

Luigi Einaudi: Le texte que je me suis rendu compte paraît maintenant circuler. C'est un texte qui en effet a été public depuis janvier parce qu'il avait un accord, un projet 8 au mois de juillet de l'année dernière et moi, je suis revenu en décembre, juste avant les événements du 17 avec des propositions de compromis pour chercher à combler les différences. Ok.

Le projet neuf que l'on a distribué cette semaine c'est simplement le 8 juillet avec les suggestions de l'OEA de décembre. Or, les deux partis ne l'ont pas encore accepté. J'ai reçu, j'ai reçu par écrit une réponse de Fanmi Lavalas. J'espère une réponse de la Convergence. Une fois qu'on aura cette réponse, les deux réponses, on va étudier et chercher de combler les différences et de permettre qu'on ait un accord concensuel.

Je vais répondre une question évidente. Je pense revenir en juillet et je crois que cela nous donnera à tous le temps d'agir et de décider, d'agir et de juger parce qu'enfin, il faudra aussi juger. J'espère qu'en ce moment le résultat sera positif, et je suis optimiste comme je vous le disais parce que je crois qu'on a fait tout ce que l'on pouvait faire, que les participants, les acteurs haïtiens savent les choix qu'ils ont, et je crois comme je le disais, que le moment historique est tel que on doit faire certains choix et avancer et conclure, pas pour se laver les mains de tous les problèmes, mais pour pouvoir commencer à travailler ensemble. Je crois que c'est là ensemble même dans des choses où on n'est pas d'accord, ok. C'est un accord initial et si vous le lisez vous trouverez qu'il y a beaucoup de choses à faire et c'est justement, parce qu'il y a beaucoup de choses à faire qu'il ait essentiel qu'on commence immédiatement.

Journaliste: Il y a le MSPN et la Convergence Démocratique qui affirment que l'hémisphère de l'OEA, à savoir Luigi Einaudi, veut imposer à tout prix la signature d'un accord à la Convergence Démocratique. Qu'est-ce que vous répondez cela? Et puis, est-ce qu'il y a une date qui est déjà arrêtée pour le retour de Monsieur Einaudi à Port-au-Prince?

Luigi Einaudi: Bon, vous savez si j'aurai pu imposer quelque chose, je ne suis pas revenu mille fois, comme disait Colin Powell, "la faute ce n'est pas Einaudi et l'OEA, c'est aux politiciens haïtiens." Je crois qu'il y a maintenant des politiciens haïtiens qui ne veulent pas être la cause d'un échec parce qu'un échec maintenant, c'est un échec, je crois, pour la nation. Quant à l'imposition à la Convergence, ce document, à 90% a été écrit et déjà accordé par la Convergence. Ainsi, il n'est pas question d'imposition parce qu'on a déjà passé des mois, des jours et des nuits à le discuter.

Il y a c'est vrai, certains détails. Il y a c'est vrai, des problèmes qui existent qu'on devrait encore confronter, OK, on y va. Mais qu'on ne dise pas que l'on ne sait pas de quoi, il s'agit.

Journaliste: Mais pourquoi, paraît-il que la Convergence doit assumer ses responsabilités? Est-ce à croire que la Convergence s'est montrée trop exigeante?

Luigi Einaudi: Je crois que, peut être, il est temps de terminer parce que, mais c'est une bonne question. J'espère trouver une bonne réponse. Je crois qu'on verra les exigences le jour où on a avancé dans le processus de la 806. Il y a une chose qui me préoccupe beaucoup. Je termine avec cela. Mais vous, beaucoup d'entre vous étaient là le 7 décembre, pas le 17, le 7 décembre, quand j'ai fait une conférence de presse dans laquelle j'ai demandé une trêve et j'avais l'appui évidente de la présence, il était là avec moi, tous les ambassadeurs, parce qu'on sentait une ambiance de violence.

En juillet de l'année passée, on est presque arrivé et on a vu ensuite les autres violences. Nous sommes très proches maintenant, parce que comme je vous dis, le terrain est préparé. Les partis savent ce qu'ils doivent faire et ils savent ce qu'ils vont faire considéré comme exigeant ou non parce qu'une fois que disons, les prochaines deux semaines passent, beaucoup de choses seront beaucoup plus claires. Mais, mais, j'espère et je répète ce que j'ai dit déjà sans que quelques uns m'écoutent, j'espère que ce pays va continuer la trêve actuelle du combat pour permettre le débat et pour permettre qu'on arrive à un pas de la création d'une coopération qui puisse nous faire avancer. Une dernière question.

Journaliste: Je vois que Monsieur Einaudi que vous insistez beaucoup sur la résolution 806 et qui, vraisemblablement selon vous, n'a pas été respecté

Luigi Einaudi: Non,non. Je n'ai dit pas cela. Ce n'est pas été respecté complètement et il est à voir juste à quel point on peut exiger quelque chose mais, je crois qu'il ya toute une série de choses qu'on a demandé. Le gouvernement doit faire certaines choses, l'OEA doit faire certaines choses. Si l'on s'abstient à ce qui existe aujourd'hui, l'OEA même n'a pas fait tout ce que ces résolutions demandent. Nous avons commencé dans une chose fondamentale: c'est la construction de la mission spéciale qui, je crois, va servir vraiment de base fondamentale pour créer un engrenage entre la communauté internationale, l'Etat haïtien et la société civile haïtienne et naturellement, y compris les autorités, les partis politiques, etc. Mais nous n'avons pas encore complété les travaux de la commission d'enquête et nous n'avons pas encore complété tous les travaux du conseil consultatif sur les réparations. Je crois que ces deux derniers point seront complétés avant la fin du mois et cela vous aidera, vous les Haïtiens, à voir beaucoup de choses plus claires.

Journaliste: Mais ma question, je ne l'ai pas posé encore mais, pourquoi fallait revenir le 7, parce que quand vous êtes arrivé lundi, vous étiez optimiste que vous alliez trouver un accord, vous avez dit, nous allons travailler pour vous, vous avez des instructions claires et unanimes de la part de l'assemblée, huit jours après vous êtes obligés de revenir, pourquoi?

Luigi Einaudi: Bon, je crois que non, c'est, on termine très simplement, parce que justement, un, je n'impose rien, sauf que peut être dans la politique, comme dans le football, finalement le jeu termine, et je crois que nous sommes à ce point mais, avant de le terminer, on veut s'assurer que, comme je disais, le terrain est tout à fait préparé, que tous les acteurs savent ce qu'ils doivent faire et cette visite nous a permis ça. Ma conscience est tout à fait tranquille.

Merci.

S/da/luigi

© Copyright 2005. Organization of American States. All Rights Reserved.
Headquarters: 17th Street & Constitution Ave., N.W., Washington, D.C. 20006, USA
Tel. (202)458-3000 / Email: multimedia@oas.org

Designed by the Office of Public Information - Multimedia Unit.